



Photo, républicoftogo

Faure Gnassingbé au sommet des Nations Unies

La Sécurité, mère du développement

A New York, le président de la République togolaise Faure Gnassingbé a pris la parole hier mercredi. L'adresse du Chef de l'Etat a porté sur plusieurs questions d'enjeu. Il n'a pas manqué d'éveiller l'intérêt de l'opinion internationale à ce 70ème Sommet de l'ONU, sur les rapports Sécurité et développement. Un sujet inscrit d'ailleurs au cœur des Objectifs de développement durable, nouvelle bataille des Nations unies pour l'éradication de la pauvreté d'ici 2030.

P 3

DOSSIER



Centrafrique Violences à Bangui, où va le pays?

La république Centrafricaine (RCA) est à nouveau l'objet d'un regain de tension depuis quelques jours. Avec l'irruption de ces violences, l'on est tenté de croire que les démons de la guerre attisent encore un feu qui pourrait éprouver la Centrafrique ...

PP 6&7

SOCIETE

Peur bleue sur la liberté de presse au Togo



P3

ECONOMIE

Forum économique
mondial 2015

Les 10 pays africains les plus compétitifs



P3

EDITORIAL

Il faut tenir les élections locales

A quant au juste les prochaines élections locales au Togo ? Cette question mérite d'être posée et d'être adressée à toutes les forces politiques du Togo. Car le silence qui pèse sur la question de la tenue des élections locales - les dernières que le Togo a connues remonte à plusieurs décennies et il faut le marteler - n'est pas de nature à alléger le poids des équations politiques, qui tôt ou tard referont surface...

P 3

Contenu	Mali / Destruction des mausolées de Tombouctou Ahmad Al Faqi Al Mahdi, en procès à la CPI P 4	Crise au Burkina Plus de 30 milliards de F CFA de pertes selon le gouvernement P 5
Rfi / Couleurs Tropicales Claudy Siar bientôt à Cotonou et Lomé, pour célébrer les 20 ans de son émission P 9	Tournoi TLS Elite Agaza champion ! P 10	Vente multiple de terrains « Sland Call » comme un remède P 11

Nation

► Lomé/Tabaski L'UMT prêche la fraternité religieuse

Le président de l'Union Musulmane du Togo (UMT), Bouraïma Inoussa, a exhorté le 24 septembre dernier à Lomé ses frères et sœurs dans la foi à cultiver la fraternité, la tolérance mais aussi l'harmonie avec les croyants des autres religions.

Bouraïma Inoussa a fait cet appel lors de la grande prière qui a marqué la fête de Tabaski à Lomé. Selon une dépêche de l'ATOP, l'UMT a profité de ce grand rassemblement pour féliciter les autorités pour les mesures adéquates prises en vue de prévenir la progression des « Personnes malades » dites « Boko-Haram » sur le territoire. Pour maintenir cette quiétude dans le pays, l'UMT a promis de sensibiliser les musulmans dans les mosquées pour préserver la paix au Togo.

TM

► Binah / Lumière sur le volontariat

Les responsables des structures d'accueil pour les volontaires ont eu droit le 18 septembre 2015 à Pagouda à une séance de sensibilisation sur la gestion des volontaires nationaux.

L'objectif de cette séance à en croire l'ATOP est d'améliorer la gestion administrative des volontaires nationaux au sein des structures d'accueil, de renforcer la collaboration entre les responsables de ces structures et les volontaires afin de permettre à ces derniers d'acquiescer assez d'expériences pour accroître leur employabilité et rendement.

TM

► Ogou - Rentrée /Stratégie pour faire aimer les mathématiques

Des professeurs de mathématiques des collèges et lycées de la région de Plateaux-est se sont retrouvés le 19 septembre à Atakpamé avec une délégation de la Société des Sciences Mathématiques (SSM@T) du Togo pour réfléchir sur les voies et moyens devant conduire les élèves à aimer la matière qu'ils enseignent.

Pour les organisateurs de cette rencontre, il y s'impose la nécessité de démystifier chez les apprenants les mystères qui entoureraient les mathématiques. La rencontre est motivée par les faibles statistiques qui découlent des faibles résultats enregistrés au Togo dans les épreuves de mathématiques durant les examens et concours.

En vue de corriger les manquements relevés, Tchairie Kokou, le président de SSM@T a invité ses collègues enseignants à adopter une nouvelle méthode devant faire aimer la mathématique par les élèves.

TM

►Agou-Keran/Journée de la femme africaine célébrée

Les femmes des cantons de Péssidé (Kéran) et d'Akplolo (Agou) ont célébré à leur manière la journée de la femme Africaine qui a été placée sous le thème « l'autonomisation de la femme pour un développement inclusif ».

L'objectif de cette journée dans ces deux cantons est d'édifier les populations locales et surtout les femmes sur leurs droits et devoirs en vue de faire du Togo un pays émergent sans discrimination.

D'après l'ATOP, la journée les directions préfectorales de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation des deux localités.

TM

Humeur « Diendériser », un néologisme né de la crise burkinabé

Si l'actualité politique sur le continent noir déçoit plus d'un, elle est néanmoins riche en enseignements.

En effet, tous les regards sont tournés ces derniers jours vers le Burkina Faso, le Congo et par ricochet la Centrafrique pour ne citer que ces pays-là. Il faut reconnaître que l'Afrique ne surprend plus personne en matière de politique. Les dernières actualités en date ont rendu féconds les réseaux sociaux. Sur la toile, le général Gilbert Diendéré, à la tête du putsch échoué dernièrement au pays des hommes intègres, est critiqué mais il nous permet d'enrichir notre lexique.

Son putsch avorté est une grosse bêtise, du coup on en tire un néologisme. « Diendériser » avec toutes ses dérivations comme « diendérisation » « diendérise » ou « diendérade ». On entend par ce nouveau verbe : commettre une grosse bêtise. D'autres lexiques ont

également fait leur apparition. Il s'agit de « léoncer » comprenez par-là « dormir » faisant allusion à léonce koné, vice-président du Congrès pour la Démocratie et le Progrès(CDP).

Celui-ci se serait assoupi lors de la rencontre avec les médiateurs de la Cédéao. Même l'action des médiateurs a inspiré à l'enrichissement du lexique burkinabé, sinon du lexique « francophone ». C'est le cas de « yayiboniser » : faire des promesses qu'on ne peut pas tenir et de « mackissalliser » : ne pas dire la vérité. En effet le président yayi boni avait annoncé la « bonne nouvelle » dès le 18 septembre dernier en parlant du projet d'accord. Un projet d'accord qui a été finalement rejeté par la population. Voilà en quelques mots, les fruits linguistiques de la crise burkinabé. Une fois ces nouveaux

lexiques connus, l'on peut se permettre de faire quelques phrases « Si vous avez diendérisé toute la journée, vous ne pourrez pas bien léoncer la nuit. Aussi, devons-nous cesser de yayiboniser nos femmes. ».

L'actualité sur le continent et dans le monde n'a pas fini de livrer ses secrets. Les néologismes naissant de manière éfrénée sur la toile, il serait désormais bien pour tout homme d'agir en véritable héros de sorte que son nom, si les événements l'exigent, fasse une glorieuse entrée dans le dictionnaire du monde virtuel.

Et pourquoi pas dans les célèbres dictionnaires comme « Larousse », « Petit Robert » dans les années à venir.

Hugues ADJALEVON (stagiaire)

Politique

Edito

...Pourquoi, la question mérite-t-elle d'être posée ? Plusieurs fois reportées, plusieurs fois inscrites sur la liste des revendications de l'opposition, les élections locales, ne sont plus manifestement d'intérêt pour quelque force politique que ce soit. Pourtant, il nous souvient qu'au temps fort de la crise politique autour des Réformes institutionnelles et constitutionnelles qui a précédé la dernière

présidentielle, plusieurs partis d'opposition l'exigeaient avec fermeté et demandaient même qu'elles aient lieu avant la présidentielle. Depuis, motus !

Il a fallu attendre plusieurs mois pour que l'on en entende parler de nouveau. Encore que l'opposition togolaise ne s'en embarrasse pas. En effet, c'est plutôt à la faveur de la journée nationale

des communes du Togo, que l'ambassadeur de France au Togo et le Chef de la délégation de l'Union Européenne, ont saisi l'opportunité pour inviter les autorités togolaises à organiser dans les meilleurs délais les élections locales pour un développement inclusif. La place, mieux, la souveraineté des collectivités locales dans le système politique n'étant pas à démentir.

Il est tout à fait louable de voir comme la France et l'Union Européenne rappellent l'importance de la tenue de ces élections de proximité aux Togolais. Raison de plus, pour encourager toute la classe politique togolaise, Opposition comme gouvernement à jouer leur rôle et à travailler pour tourner rapidement la page de ce chapitre afin qu'ils puissent s'occuper d'autres problèmes politiques aussi

majeurs. Il faut tenir les élections locales, car l'intérêt par ailleurs est qu'à travers les élus locaux, s'exprime le sentiment de fierté et même « d'égoïsme » de l'électeur. Sentiment d'avoir porté quelqu'un au pouvoir. Ainsi se construit et se renforce le sentiment d'appartenance dans les municipalités.

Dieudonné Korolakina

Identification de l'adversaire politique Un exercice pour l'opposition

La vie politique togolaise semble être aujourd'hui dirigée par deux visions, deux camps idéologiques. Pour l'opposition, l'adversaire politique tend à changer de visage au fil des années.



Les leaders de l'opposition

D'après un constat sur le terrain, il y a d'une part, le camp des éternels vainqueurs

des élections, tels des « Usain Bolt » indétrônables de leur fauteuil de leader de l'espace

politique, et d'autre part des éternels perdants. Ces derniers comme une malédiction divine, en viennent parfois, à la leur d'un éveil céleste, à reconnaître, après plusieurs tentatives infertiles de reprendre ce qu'ils prétendent avoir gagné aux élections, que le mal togolais vient de leur propre camp ! Il y a quelques semaines, le premier secrétaire général adjoint de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), Pascal Adoko, le reconnaissant en substance lors d'un entretien sur une radio de la place. Très récemment, c'est au tour d'Isabelle Améganvi de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) de monter au créneau pour accoucher une vérité que plusieurs n'ont jamais eu le courage de dire.

Il se pose alors une question : où se trouve donc l'adversaire de tous ces regroupements politiques de l'opposition qui semble perdre ses repères

au fil des échecs lors les batailles électorales ? Comment comprendre que des partis politiques, qui se réclament de l'opposition, et qui semblent tous chercher l'alternance politique en viennent à se considérer non comme des concurrents, mais plutôt comme des adversaires, des traîtres ?

Il est surprenant qu'après plus de 25 ans de lutte contre un pouvoir qui n'a jamais changé de tactique et après que l'on ait drainé des milliers de citoyens dans des causes plus ou moins justes et légitimes, l'on se livre à une guéguerre qui finit par discréditer toutes les actions entreprises jusqu'alors. Le peuple togolais a besoin d'une bonne opposition, responsable et sérieuse, capable de hauteur et assumant ses rôles. L'affirmation d'Isabelle Améganvi, sans vouloir la tourner en dérision, va au delà d'une simple volonté d'en

découdre avec le CAR. Il faudra comprendre par là que pour cette formation politique, « si tu n'es pas avec moi, c'est que tu es contre moi » .

Cette éternelle querelle intestine entre opposants poursuivant un objectif commun, celui de l'alternance politique au Togo, ne rassure pas le peuple qui à un moment donné de l'histoire, est amené à prendre ses responsabilités. Car, entre participer, collaborer ou non, l'Etat existe et avance, et les attentes des populations sont énormes.

N'ayant jamais réussi à battre le pouvoir en place depuis tout ce temps, élargir le cercle de ses adversaires ne serait-il pas suicidaire pour l'ANC qui, au demeurant, peine aujourd'hui à mobiliser ses militants pour réclamer sa « victoire » de l'élection présidentielle du 25 avril dernier ?

A. Bawérîma

Médias Peur bleue sur la liberté de la presse au Togo

Le monde de la presse togolaise vit un tournant avec des successions de mise en examen de journalistes et responsables de médias. Inquietant!



Un studio radio

Hier, c'étaient Bonéro Lawson, Luc Abaki et Zeus Azladouvo, aujourd'hui c'est Carlos Ketohou. A qui sera le tour demain? Peut-on se demander et il y a de quoi. Car cette vague de convocation de journalistes suscite une légitime peur bleue sur la corporation. Alors que tous les journalistes togolais croyaient loin derrière eux les années difficiles où la bataille âpre entre eux et le pouvoir politique était le lot quotidien.

Affaire Ketohou, diffamation ou abus?

Le tout dernier malentendu entre

un journaliste et le pouvoir public, pourrait être ainsi baptisés. Kétéhou étant le nom du journaliste convoqué et entendu il y a deux jours par un Commissaire de Police. Il lui est reproché d'avoir publié des informations concernant la réhabilitation de la voie de Tabligbo dans son journal, et dans lequel il fait état de malversations que le ministre Ayassor aurait orchestrées ainsi que son collègue Gnofan.

Le Directeur de publication du Journal privé « L'Indépendant express » a répondu mardi dernier à la convocation de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ). Les interrogations ont porté sur l'existence des preuves de « allégations » avancées par ce dernier. « Je leur ai dit que nous avons les preuves de ce que avançons et la DCPJ n'est pas l'endroit où ces preuves seront divulguées. Mais si le ministre Ayassor a à son niveau les preuves contraires, il peut toutefois les présenter », aurait déclaré Carlos KETOHOU à sa sortie des locaux de la DCPJ selon le site d'informations icilome.com

Le commissaire divisionnaire dit prendre acte des déclarations du journaliste et rendra compte au Parquet pour la suite de cette affaire qui devient de plus en plus encombrant.

En tout cas l'interrogation de tout professionnel au regard de ces interpellations est : et si cette procédure de réclamation qui se traduit par des interpellations demandées par des politiques est la bonne. Car on le sait bien, le métier de journalisme au Togo et partout ailleurs est régi par des règles et des lois reconnues par la Constitution.

Et selon le code de la presse, il existe des institutions qui sont en charge de sanctionner les journalistes uniquement si ceux-ci ont commis un délit de presse (diffamation, incitation à la haine raciale, etc.). Mais malheureusement les autorités ont choisi de ne pas suivre la procédure et ont privilégié une voie surprenante qui vise surtout à punir avant de savoir si c'est la solution qu'il fallait.

Rachidou ZAKARI

et le développement en Afrique, prévu pour le premier semestre 2016, le président togolais a invité son homologue malgache à faire le déplacement de la capitale togolaise. Pour sa part, Hery Rajaonarimampianina a souhaité également la présence active de Faure Gnassingbé à Antananarivo qui accueillera le prochain sommet de la Francophonie.

TM

Sommet sur la Sécurité maritime La liste des invités s'agrandit

En marge du débat général de la 70e session de l'Assemblée générale de l'ONU, le Chef de l'Etat a reçu ce 30 septembre 2015 à New York, son homologue malgache Hery Rajaonarimampianina.

Au cœur des échanges, le raffermissement des relations entre les deux pays afin de répondre aux nouveaux

objectifs de développement. Exposant les objectifs poursuivis par le sommet de Lomé sur la Sécurité Maritime

Sommet des Nations Unies La sécurité, mère du développement

A New York, le président de la République togolaise Faure Gnassingbé a pris la parole hier mercredi. L'adresse du Chef de l'Etat a porté sur plusieurs questions d'enjeu. Il n'a pas manqué d'éveiller l'intérêt de l'opinion internationale à ce 70ème Sommet de l'ONU, sur les rapports Sécurité et développement. Un sujet inscrit d'ailleurs au cœur des Objectifs de développement durable, nouvelle bataille des Nations unies pour l'éradication de la pauvreté d'ici 2030.



Le président Faure E. Gnassingbé

Même si la question de la sécurité au niveau national est tout d'abord, l'une de ses marquantes préoccupations, «le Togo entend capitaliser sur les acquis de la réforme de son système de défense et de sécurité pour mieux se positionner dans l'environnement sous régional et international à cet égard », martelait-il, il n'en demeure pas moins que cette question, prise dans le contexte global du continent l'intéresse.

L'Afrique est en effet au cœur d'une crise sécuritaire des plus marquantes de son histoire contemporaine avec la secte Boko Haram et parfois, ce que l'on peut désigner comme le silence de plomb des puissances occidentales face à ce sujet paraît irritant. « A cet égard, il a invité l'Afrique et la communauté internationale à poursuivre sa lutte contre le

groupe terroriste Boko Haram. Cette organisation islamiste tente de répandre une doctrine qui ne correspond à aucune des valeurs fondamentales de notre continent », indique Republicoftogo. Si le Chef de l'Etat n'a pas caché combien l'économie de son pays dont est tributaire de l'hinterland ouest-africain, il va sans dire que la menace de l'insécurité sur cette région peut constituer un frein à cette économie. Il faut alors agir.

« La longue et riche expérience des Nations Unies nous enseigne que la paix et la sécurité sont à la fois des préalables et des composantes du développement », a observé le président Faure. Il faut alors améliorer les systèmes de défense et de sécurité des Etats africains, pour espérer un développement économique à l'abri des appétences macabres des djihadistes et autres terroristes.

TM



International

Mali / Destruction des mausolées de Tombouctou Ahmad Al Faqi Al Mahdi, en procès à la CPI

La Cour Pénale Internationale (CPI) a ouvert mercredi le procès d'Ahmad Al Faqi Al Mahdi, un des anciens chefs d'Ansar Eddine, soupçonné d'avoir dirigé la destruction en 2012 de plusieurs mausolées à Tombouctou.



Ahmad Al Faqi Al Mahdi devant la CPI

Il s'agit des premières poursuites de la Cour pénale internationale pour des destructions d'édifices religieux et de monuments historiques. Ahmad Al Faqi Al Mahdi est donc le premier suspect arrêté dans l'enquête ouverte début 2013 sur le Mali et portant sur les exactions commises par les groupes djihadistes liés à Al-Qaïda.

Également connu sous le nom d'Abou Tourab, Ahmad Al Faqi Al Mahdi participait en outre à

l'exécution de décisions prises par le Tribunal islamique dans la grande ville du Nord, selon l'accusation. Sa comparution, mercredi 30 septembre, dite « initiale », débutera à 11h (9h00 GMT) et doit servir à informer le suspect des crimes de guerre dans laquelle il peut suivre les procédures. La CPI, initialement saisie par l'Unesco, pourrait également fixer la date de l'audience de confirmation des charges, étape de la procédure

devant déterminer si le dossier du procureur est assez solide pour mener à un procès.

Ahmad Al Faqi Al Mahdi avait été transféré dans la nuit de vendredi 25 à samedi 26 septembre au centre de détention de la CPI à La Haye. Il était précédemment détenu au Niger. Il avait été arrêté en tant qu'un des chefs d'Ansar Eddine, organisation jihadiste ayant pris part à la conquête du nord du Mali en 2012. Considérant la vénération des saints comme de l'« idolâtrie », celle-ci avait prôné et organisé la destruction des mausolées de Tombouctou. En tant que chef présumé de la « Hesbah », la brigade des mœurs, Ahmad Al Faqi Al Mahdi a dirigé et participé à des attaques contre dix bâtiments consacrés à la religion et des monuments historiques dans la vieille ville de Tombouctou, affirme le mandat d'arrêt délivré à son encontre. L'accusation liste neuf mausolées et une des trois plus importantes mosquées de la ville, Sidi Yahia.

Jeune Afrique

Côte d'Ivoire Le pardon demandé par Ouattara suffira-t-il pour des élections paisibles?

Au moment où l'ex-président Laurent Gbagbo attend dans une cellule de la Cour pénale internationale (CPI) l'ouverture de son procès le 10 novembre prochain pour crimes contre l'humanité en raison de son rôle présumé dans la crise de fin 2010 et début 2011, son adversaire Ouattara, dont la responsabilité a été aussi engagée par Amnesty International, appelle au « pardon » dans le fief de celui qu'il a envoyé à la guillotine. Un appel au pardon dont la sincérité reste à prouver.



Le président Alassane Ouattara

Ce lundi, à Gagnoa, le président Alassane Ouattara a appelé au « pardon » et promis de renforcer la cohésion nationale. « Je mettrai tout en œuvre pour renforcer la cohésion nationale, pour que l'union soit notre objectif... », a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec les chefs coutumiers. C'est là, en septembre dernier que de violentes manifestations ont fait deux morts et plusieurs blessés en réaction à la validation par le Conseil constitutionnel de la candidature de l'actuel président aux élections du 25 octobre prochain. Étonnant, quand on sait que depuis son accession au pouvoir, plusieurs ténors du Front Populaire Ivoirien (FPI)

sont arrêtés et poursuivis pour des crimes qu'ils auraient commis pendant les périodes électorales de 2011. Pourtant, selon les rapports d'Amnesty international sur ce conflit, des exactions auraient été commises par les deux camps.

A l'analyse de ces propos du président ivoirien, on est amené à conclure que le pardon ne saurait venir que du camp d'en face. Et c'est là que c'est frustrant. Quand aucun pardon ne semble être, pour l'heure accordé à Gbagbo, Blé Goudé et autres, et que même des regroupements d'opposants sont empêchés, il est normal que l'on s'interroge sur la sincérité d'un tel appel. Que ce soient ceux du pouvoir en place ou de

l'opposition, les Ivoiriens ne sont pas prêts pour vivre une réelle réconciliation quand ce sont certains seulement qui subissent les revers d'une bataille qui a causé du tort au peuple.

Les appels au pardon et à la réconciliation ne peuvent se décréter en Côte d'Ivoire. Ils doivent être vécus et perçus comme venant de soi et être l'apanage de ceux qui sont au pouvoir. Nous ne le dirons jamais assez, Ouattara devrait poser les bases réelles d'une bonne réconciliation en montrant des signes au camp d'en face. Au cas contraire, 2011 peut se reproduire, même si ce n'est le souhait de personne.

A. Bawérima

Syrie La Russie bombarde trois provinces

L'aviation russe, en coopération avec l'armée syrienne, a mené mercredi ses premiers bombardements contre «des positions terroristes» situées dans trois provinces de Syrie, a affirmé une source de sécurité syrienne.



Un bombardier Russe

Trois provinces de Syrie ont fait l'objet [le] mercredi 30 septembre de raids aériens de l'aviation russe en coopération avec l'armée syrienne. Les premiers cibles ont été «des positions terroristes» situées dans trois provinces de Syrie, a

affirmé une source de sécurité syrienne. «Les avions russes et syriens ont mené aujourd'hui plusieurs raids contre des positions

terroristes à Hama, Homs et Lattaquié», dans le nord-ouest et le centre du pays, a précisé cette source.

20 minutes

Chine Un colis piégé fait 7 morts et 50 blessés

Sept personnes ont été tuées ce mercredi dans le sud de la Chine, dans plusieurs explosions provoquées par des colis piégés, ont annoncé les médias officiels, faisant état de 15 déflagrations dans plusieurs lieux publics. Au moins cinquante personnes ont été blessées.

Les premières informations ont mentionné que des dizaines de blessés dans la ville de Liucheng (région du Guangxi) et aux alentours. Des matières explosives dissimulées dans des colis postaux sont à l'origine des déflagrations, a indiqué un responsable policier local, cité par la télévision centrale CCTV, évoquant un « acte criminel ».

En outre, plusieurs bâtiments de la ville ont été touchés, dont

une prison, un marché, un grand magasin, une gare ou encore un hôpital.

Des images postées sur les réseaux sociaux montraient plusieurs bâtiments à moitié écroulés ou aux façades éventrées, des voitures renversées, des rues jonchées de gravats ou encore des personnes ensanglantées sur des civières, témoignant de la violence des explosions.

TM

Neutralité positive

Economie



Crise au Burkina Plus de 30 milliards de F CFA de pertes budgétaires selon le gouvernement

Arrêts de travail, ralentissement de la production, fermeture des administrations, des banques et des commerces... le coup d'État raté du 16 septembre a entraîné une baisse importante des rentrées fiscales du pays.

Alors que l'activité économique reprend timidement à Ouagadougou, on en sait un peu plus sur les conséquences économiques de la tentative de coup d'État du 16 septembre. Elle aurait entraîné, en plus des pertes en vies humaines - 11 morts et 271 blessés selon un bilan officiel - une dégradation non-négligeable de l'activité économique et une importante réduction des entrées fiscales.

Tassement des activités

L'arrêt des activités économiques dans les quartiers autour du centre-ville de Ouagadougou et la grève des travailleurs pendant une dizaine de jours ont occasionné un tassement des activités de production dans les secteurs tertiaire et secondaire avec des conséquences directes sur les finances publiques, indique le gouvernement de transition. Les pertes de recouvrement d'impôts durant la période du putsch atteindraient 11 milliards de F CFA (16,8 millions d'euros) et celles des recettes douanières plus de 9,7 milliards de F CFA, estime le ministère de l'Économie et des Finances, qui évalue les pertes de trésorerie pour l'État à 30,8 milliards de F CFA (47 millions d'euros) au total.

Mesures

Le gouvernement de transition compte prendre les « mesures idoines » pour engager sans délai la mobilisation de ces ressources pour boucler une année budgétaire équilibrée. « Nous allons continuer les contrôles fiscaux et encourager les contribuables à déclarer la TVA pour permettre à l'État de payer la dette intérieure », explique le directeur général des Impôts, Adama Sanou. La tentative de putsch du 16 septembre n'a pas été accompagnée des scènes de destruction des biens et des



Des manifestants en compagnie des militaires

unités industrielles observées durant les « jours de colère » des 30 et 31 octobre 2014 - avec des pertes estimées à plusieurs centaines de milliards de F CFA.

Cette crise intervient toutefois dans un moment délicat pour le pays alors que les observateurs pariaient sur un rebond dès 2016 d'une économie burkinabè affectée par le climat d'attente dû au gel des investissements de l'État et du secteur privé durant la période de transition.

Forum économique mondial 2015 Les 10 pays africains les plus compétitifs

Le Forum économique mondial a publié ce mercredi son rapport 2015-2016 sur la compétitivité des économies nationales dans le monde. Parmi les économies qui affichent une compétitivité remarquable, se trouve quelques Etats africains dont nous vous proposons les 10 premiers.



Des chefs d'Etats et de Gouvernements au forum

La tête du classement 2015 du rapport du forum économique mondial est occupée pour la 7e année consécutive par la Suisse, suivie de Singapour et des États-Unis, devant l'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon et Hong Kong. En Afrique, le classement a un peu évolué cette année depuis l'édition 2014-2015.

Rwanda (58e). Le Maroc reste le pays nord-africain le mieux classé du continent (72e).

La Côte d'Ivoire, qui a réalisé la plus forte progression en Afrique depuis l'an dernier (+24 places), apparaît cette année parmi les dix économies les plus compétitives du continent (91e). L'Éthiopie (+9 places), l'Ouganda et l'Afrique du Sud (+7) ont également enregistré de nettes progressions.

ZAK JAY

Le Nigeria, première

MTN Côte d'Ivoire et Ericsson pour le recyclage des déchets électroniques et électriques

Ericsson et MTN Côte d'Ivoire ont annoncé ce 29 septembre leur partenariat pour la sensibilisation sur les effets néfastes des déchets électriques et électroniques sur l'environnement et la santé par leur collecte et leur recyclage. L'initiative sera à sa phase opérationnelle le 7 octobre 2015 à Abidjan.

L'annonce de ce partenariat entre ces deux géants, fait partie de la politique de responsabilité sociale engagées la société de MTN Côte d'Ivoire avec sa campagne "Programme de Gestion Ecologique et de la responsabilité Environnementale." Elle s'articule autour de la sensibilisation, du changement de comportements et de la réduction du potentiel impact environnemental à travers l'élimination des équipements électriques et électroniques usagés.

Selon l'initiative STEP (Solving the global E-waste Problem),



Appareils électroniques usés

« Initiative pour la résolution du problème mondial des déchets électroniques », d'ici 2017, ces déchets atteindront, au plan mondial, 65,4 millions de tonnes, un tiers de plus qu'en 2012. Les déchets électroniques mal éliminés ou mal recyclés constituent un danger environnemental méconnu dans le monde entier, ce qui a des conséquences nocives sur la santé, le bien-être et les conditions de vie des populations. L'Afrique de l'Ouest serait l'une des régions les plus touchées du monde où de grandes quantités d'équipements désaffectés provenant du monde entier y sont souvent illégalement déversés. Ce projet est une plateforme adéquate pour la sensibilisation du grand public et des parties prenantes clés de l'entreprise.

Monsieur Freddy Tchala, Directeur Général de MTN Côte d'Ivoire a déclaré que : « La campagne de collecte de déchets électroniques et électriques initiée dans le cadre de notre politique de responsabilité sociale d'entreprise revêt un caractère spécial dans la mesure où elle permettra de sensibiliser les populations sur les effets néfastes sur l'environnement et le cadre de vie, des équipements électriques et électroniques usagés. Les centres de collecte mis à disposition serviront à recueillir les équipements électriques et électroniques usagés de manière saine et sécurisée. Ils seront envoyés hors de Côte d'Ivoire par notre partenaire et recyclés par des

entreprises spécialisées ». En plus de la sensibilisation, MTN et Ericsson communiqueront des sites de collecte à Abidjan. Les populations d'Abidjan sont invitées à saisir cette occasion pour se débarrasser de tous déchets électroniques, et plus particulièrement de leurs équipements de télécommunications tels que les ordinateurs, téléphones (fixes ou portables), routeurs, imprimantes, câbles, téléviseurs, radios, etc. De nombreux lots et autres avantages seront offerts aux personnes qui participeront au programme en acceptant de déposer leurs vieux équipements électroniques

usagés auprès des centres de collectes identifiés.

Monsieur Fredrik Jejdling, Directeur Ericsson de la région Afrique Subsaharienne a déclaré : « Depuis plus de 100 ans, nous œuvrons pour connecter les communautés africaines, nous continuons de bâtir la Société en Réseau en Afrique. Notre programme mondial de gestion écologique vise à préserver l'environnement pour nos activités futures et pour les générations futures de l'Afrique en nous assurant que notre technologie obsolète et celle de nos clients sont gérées et traitées de façon écologique. Nous nous assurons que plus de 95 % des matériaux et produits collectés sont recyclés. Ce partenariat exceptionnel avec MTN s'étend à toutes les communautés et offre aux populations abidjanaises, l'occasion de faire ce qui est nécessaire pour éviter que leurs déchets électroniques aient des impacts négatifs sur l'environnement. »

Dans le cadre de sa responsabilité d'entreprise, Ericsson fournit gratuitement à l'échelle mondiale des services sûrs de récupération et d'élimination d'équipements usagés à tous les clients. L'entreprise continue d'étendre son programme de gestion écologique à davantage de pays et à augmenter le volume des équipements récupérés. En janvier 2015, un projet similaire a été mis en œuvre par Ericsson et MTN Bénin.

Info-Afrique

Neutralité positive



Dossier Centrafrique

► Violences à Bangui, où va le pays?

La République Centrafricaine (RCA) est à nouveau l'objet d'un regain de tension depuis quelques jours. Avec l'irruption de ces violences, l'on est tenté de croire que les démons de la guerre attisent encore un feu qui pourrait éprouver la Centrafrique. Qu'est ce qui a déclenché ces violences ? Pourquoi la Centrafrique est-elle en proie à de nouvelles violences ? Ces événements vont-ils influencer la tenue des élections prévues en Centrafrique au plus tard à la fin de cette année. Réponses à ces questions dans ce dossier

Un pays à nouveau dans la violence



Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a indiqué que ces attaques ont été

déclenchées par l'assassinat d'un jeune musulman le 26 septembre dans la capitale, Bangui.

La Centrafrique replonge dans l'horreur. A Bangui, la capitale de ce pays frappé par des crises cycliques, près de 40 personnes ont été tuées dans les violences qui ont éclaté samedi et au moins 27 400 autres ont été déplacés en quelques jours. «Nous craignons que la violence que nous voyons à Bangui soit un retour aux jours sombres de la fin 2013 et de 2014, lorsque des milliers de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers ont dû fuir leur foyer», s'est alarmé, hier, Leo Dobbs, un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Selon lui, au moins 27 400 personnes ont été déplacées «depuis samedi». Environ 10 000 d'entre elles se sont réfugiées dans le camp de l'aéroport M'Poko à Bangui, où se trouvaient déjà

quelque 11 000 personnes. Comme cela ne suffisait pas, 500 détenus de la prison centrale de Ngaragba, à Bangui, se sont évadés samedi soir. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a indiqué que ces attaques ont été déclenchées par l'assassinat d'un jeune homme musulman le 26 septembre dans la capitale Bangui. Ban Ki-moon a souligné l'importance de l'engagement de la communauté internationale dans le soutien du processus politique en République centrafricaine en ce moment critique.

Face à ce regain de violence, la République démocratique du Congo a fermé lundi après-midi, et «jusqu'à nouvel ordre», sa frontière avec la Centrafrique, a déclaré, hier, le porte-parole du gouvernement congolais. La frontière est fermée

«jusqu'à nouvel ordre» parce qu'il y a une «situation incontrôlable en Centrafrique et que nous devons protéger nos populations contre tout débordement», a déclaré Lambert Mende.

La RDC, elle-même en proie à une instabilité chronique dans l'Est depuis 20 ans, n'est pas un «déversoir de l'insécurité des autres», a ajouté le porte-parole du gouvernement joint par téléphone. Selon une source du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), une trentaine de personnes sont arrivées lundi à la mi-journée à Zongo, ville de l'extrême Nord-Ouest de la RDC, séparée de Bangui par l'Oubangui, affluent du Congo qui marque la frontière entre la Centrafrique et la RDC sur près de 700 km.

Elwatan.com

Pourquoi la Centrafrique est-elle en proie à de nouvelles violences ?

Même si la nuit a été relativement calme, la situation restait très tendue, mercredi 30 septembre à Bangui. Depuis quatre jours, la capitale centrafricaine est en proie à une nouvelle vague de violences qui a déjà fait 36 morts, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies.



Des manifestants à Bangui, archives

De nombreux habitants sont restés cloîtrés dans leurs maisons de crainte d'être attaqués par des bandes de pillards et, toujours selon le HCR, 27 000 Bangouais avaient fui leur domicile pour se mettre à l'abri dans des camps, notamment près de l'aéroport, où sont basées les forces des Nations unies (Minusca), qui incluent aujourd'hui les soldats de la force française «Sangaris».

• Le détonateur de violences

C'est le meurtre d'un jeune conducteur de moto-taxi musulman, vendredi 25 septembre, qui est à l'origine de ce nouvel embrasement. «Cet assassinat, le jour de la Tabaski [nom donné localement à l'Aïd el-Kébir] était une provocation, on ne pouvait pas ne pas réagir», a témoigné au Monde un habitant. Les violences ont débuté dans le quartier de PK-5, épicentre des massacres intercommunautaires et dernier bastion des musulmans chassés par les miliciens anti-balaka, majoritairement chrétiens et animistes.

Aux recrues des musulmans ont succédé les attaques des anti-balaka. Violences et pillages de commerces, d'entrepôts et de maisons se sont étendus aux

quartiers limitrophes de PK-5. Des violences qui se sont portées en début de semaine contre les organisations internationales et les autorités de transition.

• Une instabilité politique récurrente depuis 2011

Les troubles en République centrafricaine (RCA) ont débuté avec la chute du président François Bozizé, en 2013. L'autorité de l'ex-chef d'Etat a commencé à vaciller après sa réélection contestée, en 2011. A la fin de 2012, plusieurs mouvements de rébellion du Nord s'unissent pour former la Séléka - «alliance» en sango, une coalition très hétérogène appuyée par des mercenaires étrangers. Malgré la signature d'un accord de paix en janvier 2013, la Séléka, à dominante musulmane, s'empare de Bangui et renverse M. Bozizé en mars. Michel Djotodia, musulman et chef de la coalition, s'autoproclame président pour une période de transition de trois ans.

Très vite, et malgré le soutien du Tchad et du Congo Brazzaville, le nouvel homme fort de la RCA se révèle incapable de tenir les rênes du pouvoir. Il est poussé à la démission en janvier 2014. En l'absence d'un commandement

unifié et fort, les exactions contre les populations civiles se multiplient ; les organisations non gouvernementales dénonçant des pillages et des atteintes permanentes aux droits de l'homme. La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du monde, plonge alors dans le chaos.

Le 20 janvier 2014, les membres du Conseil national de transition (CNT) élisent Catherine Samba-Panza comme nouveau chef d'Etat de transition. Celle qui était jusque-là maire de Bangui est devenue la première femme présidente de la République centrafricaine.

La tenue du référendum constitutionnel prévu pour le 4 octobre prochain, puis celle du scrutin présidentiel, programmé deux semaines plus tard, sont désormais considérées comme impossibles. D'autant qu'à la question de l'insécurité s'ajoute celle du recensement électoral, à peine amorcé.

• Une force internationale contestée

Malgré des urgences patentes, la communauté internationale a toujours semblé s'engager à reculons en République centrafricaine. En dépit des promesses de paix signées le 23 juillet à Brazzaville, les groupes politico-militaires (ex-Séléka et anti-balaka) n'ont jamais déposé leurs armes, et les tensions sont toujours restées vives entre les deux camps.

La France enquête actuellement sur des accusations de viols entre décembre 2013 et juin 2014, portées par des enfants. Ces allégations visent notamment 15 soldats français. L'affaire avait longtemps été tenue secrète, suscitant des critiques contre les autorités françaises quand le quotidien britannique Guardian avait révélé les faits en avril, près

Bangui s'enfonce dans le chaos, Samba Panza interrompt son séjour à New York

Devant la situation chaotique à Bangui, la présidente de la transition centrafricaine, Catherine Samba Panza, a quitté lundi New York où elle participait à l'Assemblée générale de l'ONU. Après un week-end de violences meurtrières, la capitale centrafricaine se réveille sous les barricades.



Catherine Samba Panza

Catherine Samba Panza était censée rester à New York jusqu'à la fin de la semaine, une réunion sur la Centrafrique étant prévue jeudi 1er octobre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Elle a cependant interrompu son séjour en raison des troubles en cours à Bangui, lundi 28 septembre, selon des sources diplomatiques occidentales.

Une extrême tension règne en effet dans la capitale centrafricaine, restée paralysée toute la journée de lundi par des barricades érigées sur ses principaux axes routiers, après un week-end de violences meurtrières accompagnées de pillages. Les violences ont démarré avec l'assassinat d'un conducteur de moto-taxi et ont fait entre 20 et 30 morts, selon des sources hospitalières et humanitaires.

Élections décalées de « quelques semaines » ?

Le Conseil de sécurité de l'ONU a quant à lui exprimé lundi soir

d'un an après qu'elles en avaient été informées. Actuellement, 17 cas d'abus sexuels commis par le personnel de l'ONU ont été signalés à la Minusca, dont treize impliquent des militaires. A la suite de tous ces scandales, le secrétaire

sa «profonde préoccupation» concernant la situation en Centrafrique et appelé à l'arrêt immédiat des violences». Il a réitéré son «soutien aux autorités de transition dirigées par Catherine Samba Panza» et à la tenue d'élections libres et transparentes «d'ici fin 2015».

Des élections présidentielle et législatives doivent en effet en principe être organisées avant la fin de l'année, mais de nombreux observateurs doutent de la possibilité de ce scrutin. Sur ce point, Mahamat Kamoun est resté vague, déclarant que le fichier électoral était en cours d'élaboration, mais que des retards avaient été enregistrés.

S'il a confirmé que l'objectif d'une organisation avant fin 2016 restait d'actualité, le Premier ministre a évoqué la possibilité d'un «glissement maîtrisé», «de quelques semaines, pas plus».

Jeune Afrique

Le Monde.fr



Dossier

LES CAUSES HISTORIQUES DES MUTATIONS STRUCTURELLES DANS LES ORGANES DE GOUVERNANCE EN RCA

Il est de ces analyses et études qui ont valeur de prémonition. L'étude réalisée par le Dr. Abou-Bakr A. Mashimango au sujet de la Centrafrique, et dont Togomatine dispose exclusivement copie, en est une. Nous vous proposons à travers cette étude de découvrir les racines profondes de la crise en RCA et ce par le moyen d'une série de publications.

HISTOIRE DE LA R.C.A. : UNE ABSENCE DES REPERES SECULAIRES QUI A IMPACTE DURABLEMENT LES STRUCTURES DE GOUVERNANCE TRADITIONNELLE A L'ECHELLE LOCALE

L'histoire des structures traditionnelles de gouvernance en République centrafricaine a été longtemps ignorée à l'image du « vide » ou de l' « absence des traces humaines » que les historiens ont vite fait de remplacer par des dessins représentant des bêtes sauvages occupant tout l'espace « Oubanguien » de l'époque. D'abord, on a ignoré que ces espaces étaient occupés par des hommes organisés en clan ; en lignage et structurés en modèle d'organisation ayant subi l'influence des « chefferies » ; des « lamidos » ; des « sultans » qui ont rayonné dans cette partie du continent à l'image du sultanat de l'Ardo BUBA DJIDDA (Etat peuhl du Nord Cameroun), du royaume de Bangassou et de Rafai dans le Mbomou à l'Est), et celui de Senoussi et Rabah dans le Nord (Dar-El- Kouti).

Jusqu'à une période récente, l'histoire de l'Oubangui-Chari était partagée entre deux thèses ; celle d'un peuplement ancien, voire très ancien à l'instar des autres pays voisins (P. VIDAL ; 1974) et celle d'un peuplement récent situé au deuxième moitié du XIX^{ème} siècle (P. KALCK ; 1977). Le moins que l'on puisse dire par rapport à ces deux jugements, c'est que P. Vidal à travers ses recherches archéologiques a disposé de beaucoup d'éléments objectifs (pièces lithiques, céramique, poterie et tessons « ramassés ») pour étayer ses analyses d'une implantation ancienne du territoire oubanguien.

L'histoire lui donnera raison au fur et à mesure que les recherches dans ce domaine avancement. La découverte du crâne de Toumaï dans la partie Tchadienne en constitue si besoin est, une preuve éclatante. De plus, à l'intérieur même du territoire centrafricain, précisément dans la région de la Lobaye, les travaux de Bayle Des Hermès sur les gisements

néolithiques de la localité de Batalimo et de Wakombo ont fait état de l'existence d'une riche industrie de pierres taillées associées à la céramique très ancienne (A. MOUKADAS-NOURE ; 2015). L'organisation sociale, la stratification des catégories sociales ainsi que leur hiérarchisation en fonction de leur rang social furent longtemps négligées voire, relégué au second plan. La période coloniale portera un coup fatal envers quelques survivances de forme traditionnelles des organisations (sultans locaux dans les territoires du Nord), des chefferies ou des royaumes (dans les territoires de l'Ouest et de l'Est).

Sous ce rapport, notons qu'en Août 1897, le Sultanat du Dar-El-Kouti était sous l'administration directe française dans le cadre du traité de commerce et d'alliance signé entre Senoussi (Sultan du Dar-El-Kouti) et la France représentée par l'Administrateur Gentil. A cet effet, en vertu des accords signés entre les

deux parties, le titre de Maire de la sous-préfecture de N'Délé laquelle englobe naturellement le territoire du sultanat va être attribué à un civil nommé par le gouvernement ce qui enlève d'emblée l'autorité politique, spirituelle et religieuse que naguère détenait le Sultan. En 1912, à la mort du Sultan SENOUSSE, son fils le sultan KAMOUN reprendra les rênes du pouvoir mais, se verra affublé du titre de sultan-maire ce qui en dira long sur le caractère ambigu du pouvoir qu'il détenait avant la colonisation. Sur le plan administratif, la région subira avant la colonisation (1946) des changements notables en termes de dénomination :

En 1910, les régions du Chari-Logone et du Dar-el-Kouti vont être rattachées à l'Oubangui-Chari ;

En 1946-1961, il deviendra district autonome de N'Délé ;

Sous-préfecture autonome de N'Délé (1961-1964) ;

Préfecture de Bamingui-Bangoran depuis 1964.

Dans les régions de l'Est en l'occurrence les royaumes des Zandés et Nzakarass connus pour leur longue tradition dans l'organisation des règles sociales régissant leur société et surtout, le respect stricte des us et coutumes à travers le comportement sensé guider un habitant du royaume qu'il soit étranger, de passage ou installer dans la dite communauté n'ont pas eux aussi résister aux coups de boutoir introduits par la politique coloniale. Se référant aux travaux de Eric. de DAMPIERRE qui est un des africanistes ayant étudié ces sociétés « à l'Etat » de l'Est de l'Oubangui-Chari, le rapport de l'observatoire Pharos met en exergue une citation du gouverneur MERLIN datant de 1909 qui est la traduction dans les faits des conduites à tenir pour ce qui concerne les sultanats ; chefferies ; royaumes et autres structures de gouvernance locale dans le territoire de l'Oubangui-Chari : « c'est une politique de démembrement progressif qu'il faut envisager pour l'avenir dans les sultanats. »

1. Les facteurs socio-anthropologiques des mutations structurelles de la période des indépendances à nos jours

Les mutations structurelles introduites de dehors sont-elles mêmes produits de l'histoire en ce sens que jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, il existait encore dans la société centrafricaine quoique « déchirée » par des guerres « intestines » des chefferies traditionnelles, des sultanats locaux voire, des empires qui fonctionnaient selon des modalités et des valeurs qui leur étaient propres.

On peut supposer que compte tenu de l'évolution du nouveau type de rapport de force introduit par les forces hégémoniques à l'échelle locale d'une part (la traite esclavagiste orientale qui fut dévastatrice au point de vider le bassin oubanguien de sa population), et par le système colonial (travaux forcés

pour la culture de l'hévéa ; déportation des bras valides pour les chemins de fer Congo-Océan) d'autre part, les sociétés qui sortent affaiblies de l'épreuve devront développer des dispositifs défensifs dans le but de se prémunir des contingences du moment et à venir.

L'histoire, malheureusement n'aura pas permis à la nouvelle république (R.C.A) née des indépendances de 1960 de « ré-panser » ses plaies car loin d'avoir arrêté l'hémorragie, la nouvelle administration n'aura pas le temps, empêtrée dans les querelles du leadership, de l'orientation » à donner aux réformes socio-politiques et économiques capables de réconcilier les centrafricains meurtris de par leur passé mais, surtout avec eux même. De plus, il y a la problématique des

frontières actuelles héritées de la période coloniale (lesquelles dans les faits ont été tracées depuis 1939) qui constituent une véritable entrave à la question sécuritaire à l'échelle locale ; régionale ; sous régionale voire, continentale.

Le Tchad actuel par exemple sera réuni à la colonie de l'Oubangui-Chari en 1910 entant que « territoire unifié » sous l'appellation de « Oubangui-Chari-Tchad » puis en tant que « colonie autonome » en 1915. Longtemps considéré comme un « territoire militaire » par l'administration coloniale, il ne sera officiellement pacifié qu'en 1939. Tous ces attermoissements en disent long sur la situation de quasi-guerre qui a toujours caractérisé cette partie septentrionale du pays avec le Tchad d'une part et le Soudan d'autre part. Avec ce dernier, la

porosité des frontières Est et Sud est-elle que la présence des forces de défense de sécurité nationale relève plus d'un symbole que d'une action de protection, de défense et de sécurité publique.

On note par ailleurs que les territoires de l'Ouest sont plus peuplés que ceux de l'Est et que les voies de ravitaillement et de transport des biens et des personnes à l'intérieur du territoire national manquent cruellement. Tout se passe comme si, l'administration coloniale ne s'est préoccupée que des voies susceptibles de faciliter la sortie des matières premières (ressources forestières) vers la capitale Bangui au détriment des échanges inter-préfectures ou entre les sous-préfectures.

2. Lutte et rivalité pour la conquête des colonies.

L'histoire nous fait savoir que l'économie de traite avait considérablement affaibli le continent africain à travers l'implantation des comptoirs le long des côtes mais aussi, dans les régions à l'intérieur des terres caractérisées par des guerres incessantes entre d'une part les forces coloniales avec leurs bras armés composés essentiellement des « noirs sénégalais » - parfois aussi des Peuhls et autres races d'origine africaine pour ce qui concerne l'Afrique Equatoriale Française - et les peuplades indigènes. C'est dans ce contexte que la puissance européenne va s'affirmer à partir de 1850 et se poursuivra jusqu'en 1885 avec le dépeçage du continent africain suivi de la reconnaissance de la navigation et le commerce des grandes puissances dans tout le bassin du Congo et la demande formelle à toutes les puissances installées en Afrique centrale de mettre fin à la traite des esclaves (Acte de Berlin). Les différentes conventions signées par les puissances occidentales (France ; Allemagne et Angleterre) concernant les régions Nord-Ouest et Sud Oubanguiennes furent diversement appréciées selon qu'elles servent à endiguer l'une ou l'autre partie ou à favoriser l'expansion économique

des signataires sur le terrain.

En réalité, c'est au sortir de la conférence de Berlin (1885) que la France avait déjà défini ses zones d'influence en Afrique centrale. La « voie » était tracée aux nouveaux explorateurs ; aux sociétés commerciales mais aussi aux aventuriers de tous bords comme ce fut le cas en Centrafrique . De ce point de vue, le comité syndical des principales maisons françaises ayant des intérêts dans les colonies et animé par son directeur Delcassé, dictera les nouveaux principes des missions d'exploration que nous résumerons ainsi qu'il suit : l'heure des missions pacifiques est révolue. Pour cela, elles doivent s'appuyer sur des moyens militaires. En fait, dorénavant les missions d'exploration seront constituées d'une composante militarisée avec des soldats et des « tirailleurs » africains triés sur le volet et connaissant bien le terrain pour mieux organiser des opérations de conquêtes, de reconquête ; pour la mission qu'effectuera de Brazza en Oubangui-Chari par exemple. C'est justement dans l'optique de réaliser ce dessin « musclé » que l'équipe conduite par Alfred Foureau dans la même année connaîtra un désastre avec le massacre de sa troupe perpétré par NZAOURE

KOUISSO et ses guerriers à proximité de l'actuelle ville de Carnot. Au cours de cette bataille, l'officier THIERIET trouvera la mort et, FOUREAU lui-même blessé au front sera évacué vers Brazzaville. Deux années plus tard, Brazza accompagné de GENTIL, PONEL,

Encadré N° 2 : Situation de belligérance entre les monarques traditionnels et l'administration coloniale avant l'indépendance.

Au niveau de l'A.E.F, les explorateurs européens à quelques exceptions près se retrouveront en face des souverains qui n'ont pas un contrôle total de leur territoire. Tout au plus, leur maintien au trône dépendait généralement des relations de vassalité qu'ils entretenaient avec les autres souverains plus puissants en termes de moyens militaires. Aussi, d'une politique caractérisée par des sphères d'influence selon qu'on est au service de la France, du Roi Belge ou de la Reine d'Angleterre, on a recours à une série de marchandage avec ces souverains. Ces derniers « signent » des traités ou des documents à l'emporte pièce à l'image du constat que le Père REMY à fait à propos des Bwakas et des Buzéras de l'Oubangui-Chari : « Il fallait bien les fréquenter pour se faire connaître d'eux, mais lorsque le Blanc arrive, ils ne désirent qu'une chose, c'est de le voir partir » Dans les meilleurs des cas, après une entente entre les deux parties (ce qui arrive rarement) ponctuée par la signature d'un traité, les chefs traditionnels accordent plus d'attention à la prochaine étape qui est celle d'échange des présents et cadeaux comme si, toute cérémonie destinée à cet effet et qui n'intégrerait pas ces paramètres, serait de sans effet. Toute chose étant égale par ailleurs, c'est peut-être l'observation de cette règle traditionnelle qui conduira les sultans ou les chefs traditionnels à signer des traités ou des documents avec d'autres explorateurs pourvu que en retour ils reçoivent des perles, des étoffes, des produits manufacturés et parfois des fusils ainsi que de la poudre (A. MOUKADAS-NOURE, 2015).

Dr. Abou-Bakr A. Mashimango

Suite dans notre prochain numéro



Service & détente

ASSOCIATION 3HO - TOGO
FESTIVAL AFRICAIN DE KUNDALINI YOGA
 4^{ème} édition
4-8 Novembre 2015 Bagbé-Togo
Thème: L'Engagement - Première Marche vers le Bonheur

COMMUNIQUÉ

Le Yoga peut vous aider à avancer pas à pas sur la voie du bonheur.

Selon Yogi Bhajan, Maître de Kundalini Yoga, vous devez gravir 7 marches:

1. Engagement
2. Force morale
3. Dignité
4. Divinité
5. Grâce
6. Pouvoir du sacrifice
7. Bonheur

« Une vie sans engagement est comme une lune sans lumière » Y.B.

Le thème retenu pour le Festival 2015 est l'Engagement.

Engagez vous débutants et pratiquants expérimentés
 Vous avez la première clé de votre bonheur

Inscrivez vous dès maintenant les places sont limitées
 Infoline: +228 92 01 12 61 / +228 99 74 65 08 / +228 22 36 95 04
 Email : 3hotogo@livc.fr Site Web: www.3hotogo.org

INFOS UTILES

COURRIER EXPRESS
 DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276: Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1^{er} étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES
 MOOV : Tél: 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél: 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES
 DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHEL ; Tél: 22 25 92 77
 CLINIQUE DE LAEROPORT ; Tél: 22 26 90 12
 CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39
 PROTECTION DE L'ENFANCE ; Tél: 111 / 22 20 45 10
 SPECIALE INFO SANTE ; Tél: 80 00 00 11

PHARMACIES DE GARDE DU 28 SEPTEMBRE AU 05 OCTOBRE 2015

MATHILDA (Route patassé - Lomégan - ODEF), Tél : 22 51 15 34
 LE GALIEN (Sur la rue pavée d'Adido-Adin à 600m de la station TOTAL de Totsi), Tél: 22 51 71 71
 CONFIANCE (Face GTA), Tél: 22 42 43 81
 DIEUDONNE (Route Léo 2000 non loin de FUCEC Agoè Télésou), Tél: 223 38 04 44
 BETANIA (Sise Sito gblékomé), Tél : 22 43 89 40
 EPIPHANIA (Rue de la Pampa, carrefour Agbémadon- Adidogomé), Tél : 23 20 10 52
 DES ECOLES (Face Lycée d'Adidogomé), Tél: 22 51 75 75
 CITE (Sur le Bd du 30 Août), Tél: 22 25 01 25
 AGOE-NYIVE (A côté de l'église catholique d'Agoè-nyivé), Tél: 22 25 83 38
 MAWUNYO (Agoè Sogbossito, route Mission Tové en face de Oando)
 DU CARREFOUR (Rue du Lycée d'Agoè non loin d' Agoè assiyéyé), Tél: 22 51 35 94
 ESPACE VIE (Agoè Logopé, face Bar Plaisir 2003), Tél: 22 32 87 20
 DIVINA GRACIA (Agoè Fiovi, Rond point Cool catch), Tél: 22 45 79 69
 FOREVER (Tokoin forever, face garage centrale administratif), Tél: 22 26 11 77
 ST PAUL (Bd Jean Paul II), Tél: 22 22 46 72
 INTERNATIONALE (Sise marché de Hédranawé » Assiyéyé» Bd du Hoha), Tél: 22 26 89 94
 ROBERTSON (Après la lagune de Nyékonakpoé (Togbato), Tél: 23 20 61 11
 BON SECOURS (rue du grand collège du plateau Cassablanca), Tél : 22457674
 PATIENCE (Tokoin Gbadago), Tél: 22 21 60 94
 ADJOLOLO (58, Rue Franz Joseph Strauss), Tél: 22 21 05 13
 KPEHENOU (Bd Houphoët Boigny), Tél: 22 21 32 24
 DEO GRATIAS (Derrière le siège ECOBANK, Kotokou Kondji), Tél: 22 21 83 31
 ST ANTOINE (1048, Av de la Liberté), Tél: 22 21 29 64
 JEANNE D'ARC (Près de Marox - Renault -star), Tél: 22 22 08 01
 THERYA (Mangotigomé - Route de la foire internationale Togo 2000), Tél: 22 61 56 52
 ST ANTOINE (1048, Av de la Liberté), Tél: 22 21 29 64
 UNION (Bd Malfaccassa, face crémèrie Bamudas - Bè Kpota), Tél: 22 27 71 64
 CHRIT ROI (Kagomé), Tél: 22 27 46 66
 AVEPOZO (A côté de la place public d'Avépozo), Tél: 22 27 04 86
 DE L'EDEN (Route d'Aného, face cité Baguida), Tél: 22 27 53 55

Voici la réponse du jeu mots mêlés du N° 0026 du 28/09/2015

Les ardoises du toit

Les blagues du jour

Philosophie des partenaires en terme de « 2 Vaches »

Qui sont nos partenaires en question ?

SOCIALISME :
 Si vous avez 2 vaches, vous gardez une et donnez l'autre à votre voisin.

COMMUNISME :
 Si vous avez 2 vaches, le gouvernement prend les 2 et vous fournit du lait.

FASCISME :
 Si vous avez 2 vaches, le gouvernement vous arrache les 2 et vous vend du lait.

CAPITALISME :
 Si vous avez 2 vaches, vous vendez une et achetez un taureau... pour multiplier votre bétail.

BUREAUCRATIE :
 Si vous avez 2 vaches, le gouvernement prend les 2, tue une, trait l'autre, vous paie pour le lait obtenu et verse le lait dans les latrines du building administratif.

BANQUE MONDIALE :
 Si vous avez 2 vaches, vous vous débarrassez d'une, forcez l'autre à produire le lait de 4 vaches. Et tout le monde est étonné de trouver la vache morte un matin.

OMS :
 Développe un cours générique sur « comment traire une vache. » et ainsité que c'est la seule façon de traire une vache.

UNICEF :
 Convoque une réunion pour définir la « VACHE, » puis organise des GNV (Journée Nationale pour traire les Vaches).

BASICS :
 Encore et toujours entrain de planifier comment traire les vaches.

USAID -Global :
 Si vous avez 2 vaches, ils insistent que vous devez augmenter votre production de lait en ignorant que vous n'avez que 2 vaches (et surtout pas de taureau).

SOCIETE FRANCAISE :
 Si vous avez 2 vaches, vous faites grève parce que vous en voulez 3 en travaillant moins de 35 heures. De toute façon, vous avez des réserves de vaches sur le continent noir.

SOCIETE AMERICAINE :
 Si vous avez 2 vaches, vous forcez votre voisin à emprunter une vache. Ensuite, vous argumentez que tous les veaux du voisin vous appartiennent et qu'il vous les remette, sinon.

ONG :
 Essaie toujours de convaincre les donneurs que la production de lait est pérennisable et que les vaches sont éternelles et ne mourront jamais.

PAYS AFRICAINS :
 Vous avez 2 vaches, vous ignorez qu'elles produisent du lait. et vous vous pliez en 4 pour qu'on vous en prête.

Pensée du jour
 « Dieu ne nous a pas donné un cœur pour nous haïr et des mains pour nous égorger »
 VOLTAIRE

Photo du jour

Quelle réflexion cette image vous inspire?

Neutralité positive

Arts & Culture



Entre littérature et arts plastiques Trois questions à Kangni Alem, un collectionneur passionné

Kangni Alem, l'homme de lettres togolais que l'on ne présente plus est par ailleurs un grand passionné des arts plastiques. La galerie NEO, un espace de promotion de l'art contemporain togolais, créé par l'artiste CHAM, l'a rencontré. Il livre dans cet entretien, les origines d'une passion qui vaut tout autant que le pesant vital de la littérature chez lui, révèle « l'intimité » de ses critères d'acquisition et ses projets de collection.



Kangni Alem

Comment a démarré votre collection ?

En vérité, je me suis inspiré de la passion de mon père pour les tapis d'Orient et artisanaux. Ce fut ma première introduction au monde des images artistiques, ces pièces de tapisseries, aussi loin que les souvenirs remontent. Après, il y a ma propre sensibilité et ma fréquentation des milieux artistiques durant mes études au Togo, aux États-Unis et en France. J'ai beaucoup d'amis plasticiens dont je fréquente les ateliers au Togo, en Belgique et en France, au Nigeria, en Algérie, etc... Ma première collection date de 1996, j'ai acheté à Ibadan une aquarelle d'un peintre local lors d'un colloque universitaire. Mais c'est en 1986 que l'envie de collectionner est née, devant les œuvres du peintre togolais Sokey Edoth. Un de ses tableaux, « Le policier en attente » m'avait tellement bouleversé que j'avais demandé au peintre, le soir du vernissage au Centre Culturel Français, s'il pouvait me le conserver jusqu'au jour où j'aurais des sous. J'étais un pauvre étudiant à l'époque, vous comprenez. Et Sokey commençait à se faire un nom. Vous ne le croiriez pas, mais l'artiste a tenu parole, et j'ai finalement acquis ce tableau en 2011 ! J'en ai tiré une leçon : quel que soit le prix d'un tableau, plus votre passion est forte, plus vous avez des chances de convaincre l'artiste de vous confier son œuvre, car collectionner c'est simplement devenir la mémoire, le réceptacle d'une œuvre dont le créateur lui-même n'imagine pas la destinée.

vie, des obsessions personnelles, bref un complexe idiosyncrasique certain. Et vous vous dites sans réfléchir deux fois, oui, ce tableau m'est destiné. Je ne suis pas un collectionneur compulsif, il faut que l'œuvre me parle à titre personnel. Après, il y a bien un second critère, de l'ordre de l'intuition artistique : parfois, devant certaines œuvres, je me dis ce peintre a de l'avenir, son œuvre comptera dans l'histoire des arts plastiques. C'est ainsi que je continue par exemple à traquer les œuvres d'un peintre comme Calico, mort jeune, mais dont la création fulgurante reste une référence. Je dirais la même chose de l'œuvre du peintre Laka, fulgurant et spirituel, et bien que je ne sois pas un passionné de spiritualité, je sais par résonance (le plasticien parle à l'écrivain) que je suis devant un moment important de la création plastique au Togo.

Avez-vous une ambition particulière pour votre collection ?

Bien sûr. J'espère avoir d'ici les dix prochaines années une collection thématique et artistique de référence, pour ce qui concerne les arts plastiques togolais. Les œuvres artistiques évoluent parfois trop vite, chez le même plasticien. Ma collection, je la rêve un témoin de l'évolution de chaque peintre dont je me suis entiché. Si un jour des musées ont besoin de raconter la traversée du temps de l'œuvre d'un plasticien togolais, je serai très heureux de participer au récit de cette aventure-là.

Propos recueillis par la galerie d'art contemporain NEO *

Quels sont vos critères dans l'acquisition d'une œuvre ?

* NEO se consacre essentiellement à des artistes confirmés et émergents. En investissant des lieux alternatifs pour développer des concepts artistiques et organiser des expositions innovantes, NEO milite aux côtés des artistes et en faveur de l'art. Elle montre les œuvres d'art dans des conditions inédites et originales. L'ambition étant d'étendre la place de l'art partout où elle est étroite.

A chacun son truc, là vous m'obligez à me révéler et c'est un peu embêtant. En tant que collectionneur privé, le premier des critères d'acquisition est de l'ordre de l'intime. Dois-je le dire, parfois le thème d'un tableau coïncide avec vos propres fantasmes, votre vision de la

Rfi / Couleurs Tropicales Claudy Siar bientôt à Cotonou et Lomé, pour célébrer les 20 ans de son émission

Dans le cadre de la célébration des 20 ans d'anniversaire de l'émission " Couleurs Tropicales " sur Radio France Internationale (Rfi), Claudy Siar et Eric Amiens ont entamé une tournée dans une dizaine de pays africains.

Aujourd'hui, ils seront au Bénin pour le compte de la 6^{ième} étape de cette randonnée africaine. Le Show à la Claudy Siar commencera jeudi à 18 heures, à l'Institut Français de Cotonou, ex Centre culturel Français.

Il est prévu un enregistrement grand public de "Couleurs Tropicales" avec comme invités, plusieurs artistes béninois.

Ce sera également l'occasion pour son collègue Eric Amiens de fêter, lui aussi, les 20 ans de son émission "le Club Rfi" qui sera aussi enregistrée en live.

Le samedi 03 Octobre 2015, les deux journalistes seront à Lomé, la capitale du Togo pour la 7^{ème} étape de leur tournée



Claudy Siar en studio

ZAK JAY

Neutralité positive

Comme APHTAL

N'est-ce pas hier, j'ai décidé d'aller, tôt le matin, faire la bise à la mimbale D'ialie Isa . Mimbale « solide dans le crane », je sors le grand jeu pour mériter au moins son joli regard admiratif. Donc, j'étais dans une splendide chemise pagne (vous connaissez la marque), légèrement arrosé d'un persistant parfum envoyé par un cousin depuis mbeng.

Tronçon Avédji- Rails Adidogomé : Je me suis mis à ralentir, afin de respecter le feu qui venait de virer au rouge, lorsqu'on se mit à baisser la vitre de la voiture devant moi. Je me suis dit, « tiens, au moins un connaisseur de style ; quelqu'un qui va sortir sa tête pour me demander où ai-je trouvé le tissu, quelle est l'adresse de mon couturier, bref, quelqu'un qui allait me dire monsieur vous êtes beau ». Je m'approchais lentement de la portière du côté non chauffeur lorsque...

Lorsque le type qui y était assis, et qui avait baissé la vitre, et qui était censé me dire que je suis beau, sort lentement sa bouche, pour l'ouvrir sur un crachat rapidement pris en charge par le vent contraire. J'ai essayé de manœuvrer ma moto pour m'éloigner de la dangereuse trajectoire prise par l'immonde liquide organique. Impossible d'opérer le moindre mouvement sans tomber dans les ravins. Je regardai, impuissant, une lourde, visqueuse, pâteuse salive heurter joliment ma montre de poignet, pour se poser amoureusement sur la manche de ma chemise.

Tout ce qui m'est venu à l'esprit c'est « Pourquoi ? » je m'arrête net devant la vitre, je cale la moto puis je lui demande :
 - Tonton, matin bonne heure là, tu me crache dessus pourquoi ? Tu crache même dehors pourquoi ?
 - Oh, pardon fils ; j'ai pas fait exprès, pardon !

Que quelqu'un mange son pardon ? J'ai tendu ma main pour saisir sa belle cravate, la tendre, pour essuyer la merde qu'il m'a balancé depuis sa jolie voiture climatisée. J'ai nettoyé la montre, mon poignet, la manche de la chemise, puis j'ai remis sa cravate à sa place, pleine de sa propre morve.

Si ce n'est pas la sorcellerie, vous êtes dans voiture, on ne vous refuse pas de manger cure-dent (Hmm ??) ; mais vous allez cracher au vent pour arroser les pauvres passants, pourquoi ? Nous on vous respecte à cause de vos voitures et costumes cravates, mais c'est clair que vous n'êtes pas tous respectables. Bref, Delali, si tu lis Togomatin, sache que je ne pouvais plus arriver chez avec de la salive dessus :(! Mais ce n'est que partie remise. Bon weekend et méfiez-vous de ces arroseurs publics.

Annoncez-vous dans

 au
 90153977
 atogomatin@gmail.com

Neutralité positive



Sports

Amical Egypte-Togo

La liste de Tom Sainfiet publiée

Tom Sainfiet, le sélectionneur de l'équipe nationale du Togo vient de convoquer 18 joueurs pour le match amical contre l'Egypte le 13 octobre 2015 au Caire. Ce match rentre dans le cadre des préparatifs de la double confrontation entre le Togo et l'Ouganda (11 novembre 2015 à Lomé et le 14 novembre 2015 à Kampala), comptant pour le deuxième tour des préliminaires de la Coupe du Monde de la FIFA, Russie 2018.



Tom Sainfiet en discussion avec des joueurs

Dans l'ensemble, pas de grands changements dans cette liste, sauf que Tom Sainfiet a appelé deux joueurs qu'il n'a pas encore vu avec les Eperviers depuis son arrivée en juin dernier. Il s'agit de l'attaquant Laba Kodjo Fo-Doh de l'US Bitam du Gabon et du milieu Orou Akondo Tanko du Stade Malien de Bamako.

La liste des dix huit

- Gardiens
1. Cedric Mensah (Colmar, FRANCE)
2. Djehani N'Guissani (Dyto, TOGO)
Défenseurs
3. Serge Akakpo (Trabzon 1461, TURQUIE)
4. Djene Dakonam (Alcorcon, ESPAGNE)
5. Sadate Orou-Akoriko (Al Faisaly, ARABIE SAOUDITE)
6. Abdoul Gafar Mamah (Dacia Chisenu, MOLDAVIE)
7. Mawouna Amevor (Notts County,

- ANGLETERRE)
Milieux
8. Alaixys Romao (Olympique Marseille, FRANCE)
9. Henriette Akoete Eninful (Doxa Katakopias FC, CHYPRE)
10. Lalawele Atakora (Helsingborg, SUEDE)
11. Matthieu Dossevi (Standard de Liège, BELGIQUE)
12. Wome Dove (SuperSport Utd, AFRIQUE DU SUD)
13. Orou Akondo Tanko (Stade Malien, MALI)
14. Floyd Ayité (Bastia, FRANCE)
Attaquants
15. Placca Fessou (KFC Oosterzonen, BELGIQUE)
16. Jonathan Ayité (Alanyaspor, TURQUIE)
17. Fovvi Aguidi (Hearts of Oak, GHANA)
18. Fo-Doh Laba (US Bitam, GABON)
FTF

Raja de Casablanca

Deux joueurs suspendus par la CAF

La Confédération Africaine de football a sanctionné deux joueurs du Raja de Casablanca suite aux incidents qui avaient émaillé le match Tunisie-Maroc.

Le verdict vient de tomber. La confédération africaine de football a sanctionné les deux joueurs de l'équipe nationale olympique, Badr Banoune et Abdelkadir El Ouadi, suite aux événements du match Tunisie-Maroc comptant pour les éliminatoires des Jeux Olympiques 2016. Le premier a écopé de deux matchs de suspension pour insultes alors que le second a été suspendu pour trois rencontres pour accrochage avec les forces de l'ordre tunisiennes. On peut qualifier cette annonce de "très mauvais



Vue d'un joueur de Raja

nouvelle" pour le Raja de Casablanca qui, en cas de qualification pour la prochaine Coupe de la CAF, devra se passer de deux de ses cadres. De son côté, la Fédération Royale Marocaine de Football devra payer une amende de 5.000 dollars sur "tentative d'agression" sur l'arbitre de la part de la délégation marocaine. h24info.ma

Ghana/Black Stars

Retour du gardien Adam Kwarasey

Le gardien international ghanéen Adam Larsen Kwarasey a annoncé son retour en sélection nationale après une absence de plus d'un an.

Pour ce retour, Adam Kwarasey a assuré qu'il va prendre part au match amical international que les Black Stars vont livrer contre le Canada.



Le gardien Adam Kwarasey

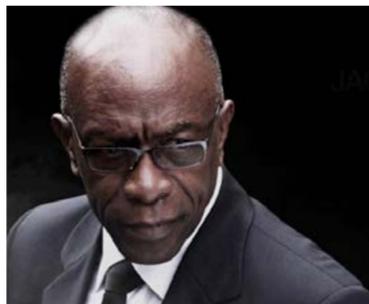
A l'origine de la prise de son congé avec les Black Stars, le gardien ghanéen avait déclaré juste après la débâcle des Black Stars à la Coupe du monde 2014 vouloir prendre du temps pour se consacrer à son nouveau club aux USA.

Avant cette décision, Adam Kwarasey avait protesté contre le traitement réservé aux joueurs ghanéens au Brésil lors de la dernière Coupe du monde. CA

FIFA Jack Warner suspendu à vie

Quatre ans après avoir remis sa démission dans la disgrâce, l'ex-vice-président de la FIFA Jack Warner a été suspendu à vie pour corruption.

On a trouvé Warner, l'ex-président de la CONCACAF de 1990 à 2011, coupable de corruption répétée en lien avec les votes pour l'attribution des Coupes du monde. Warner, allié de longue date du président Sepp Blatter, avait pu démissionner de la FIFA en 2011 en préservant sa présomption d'innocence. Il conteste présentement une mesure d'extradition vers les États-Unis dont il fait l'objet à Trinité-et-Tobago. S'il est extradé, il devra faire face à des accusations de racket, fraude électronique et blanchiment d'argent.



Jack Warner

Cette décision du comité d'éthique de la FIFA démontre que le juge Hans-Joachim Eckert compte pourchasser les dirigeants fautifs longtemps après qu'ils aient quitté leur poste. La suspension à vie de Warner découle du rapport d'Eckert en lien avec les attributions des Coupes du monde de 2018 et 2022.

«M. Warner a continuellement commis des gestes répréhensibles alors qu'il occupait des postes influents au sein de la FIFA et de la CONCACAF», écrit la FIFA dans son communiqué. Dans ces rôles, il a été un joueur-clé pour faciliter l'offre, l'acceptation et la réception de versements illégaux et non déclarés, en plus d'orchestrer d'autres machinations.»

Gestion de crise

Par ailleurs, le candidat à l'élection présidentielle de la FIFA Mong-Joon Chung a exigé la mise en place d'un groupe de gestion de crise afin de diriger la fédération internationale pendant le scandale qui la secoue actuellement. Son président fait l'objet d'une enquête criminelle tandis que son secrétaire général, Jérôme Valcke, est suspendu pendant que le comité d'éthique de la FIFA enquête à son sujet. Chung, qui a occupé un poste de vice-président de la fédération sous Blatter, dit de l'organisation «qu'elle est en train d'imploser». Dans un communiqué, le Sud-Coréen a déclaré que les confédérations continentales

devraient forcer la FIFA à mettre sur pied «un groupe de gestion de crise qui permettrait à sa direction de fonctionner sans interruption». Parmi les rivaux potentiels de Chung à l'élection de février prochain se trouve Michel Platini, président de l'UEFA, qui a été rencontré à titre de témoin pour le versement de quelque 2,75 millions \$ CAN à son endroit par la FIFA - la raison pour laquelle Blatter a été interrogé par les autorités suisses vendredi. Blatter et Platini ont tous deux nié avoir commis quelque geste répréhensible que ce soit. La FIFA doit tenir une nouvelle élection le 26 février prochain puisque Blatter a remis sa démission après avoir été réélu pour un cinquième mandat.

Lapresse.ca

Tournoi TLS Elite Agaza champion !

Le club Agaza Omnisport de Lomé a remporté le 27 Septembre 2015 à Lomé la 1ère édition de la Coupe TLS Elite Cup. La finale été disputée sur le terrain de la JCA à Agoè-Nyivé



Photo illustrative

Pour le résumé de ce match, disons qu'Agaza a battu le club les Show Boys de Kpalimé par un score de 6-5 à l'issue de la fatidique épreuve des tirs au but. Temps réglementaire 0 but partout. A l'issue du temps réglementaire, les deux clubs s'étaient séparés sur un score vierge mais comme il fallait avoir un gagnant, ils sont allés aux tirs au but pour se départager. Quoique le club de Kpalimé ait dominé le jeu, il a péché en finition de jeu car n'arrivant à pas traduire en victoire sa domination. Ayant douté de la force des visiteurs, l'équipe de Lomé a repris confiance dans le jeu et a contenu l'adversaire jusqu'à la fin du match. Le tournoi TLS Elite Cup marque

la célébration de la présence de la Télévision Sportive TLS dans le landerneau médiatique togolais. Le fondateur de TLS et organisateur de ce tournoi, Pitang Tchalla, ex-ministre de la Communication, a convié les acteurs du football togolais à s'investir pour mettre fin à la crise que secoue la Fédération Togolaise de Football (FTF), et à relancer le championnat. TM

Annoncez-vous dans togomatin au 90 15 39 77 atogomatin@gmail.com

Reportages



Coopération

L'ambassade de France offre 500 ouvrages aux universités publiques du Togo

Marc Fonbaustier, l'ambassadeur de France au Togo, a procédé à la remise d'un lot de 500 ouvrages aux deux universités publiques du pays. Ce don vise à aider les enseignants chercheurs à préparer le concours de l'agrégation de la Conférence africaine et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES).



Marc Fonbaustier, ambassadeur de France au Togo

Les chercheurs togolais ont toujours été confrontés aux problèmes d'accès aux sources d'informations qui sont généralement inaccessibles ou tout simplement pas à la portée de tous. Les ouvrages que l'ambassade



malgache de l'enseignement supérieur.

L'ambassadeur de la France au Togo M. Marc Fonbaustier a souligné que ce don est la preuve de l'engagement de la France à accompagner ses collaborateurs dans leurs marches. « Ce don témoigne de notre engagement commun en faveur de la pensée, de la connaissance, de la culture et de la formation des femmes et des hommes. Au fond, ces livres sont des vecteurs de civilisation » a-t-il déclaré. En novembre prochain, le Togo accueillera le concours de l'agrégation qui consacre l'élite des universitaires africains. Une dizaine de togolais sont candidats à ce concours, dans les sciences économiques et juridiques.

Rachidou ZAKARI

Vente multiple de terrains

« Sland Call » comme un remède

Le problème de multiples ventes de terrains au Togo est en passe de trouver une solution. Un projet dénommé « Sland Call » a été mis à jour à Lomé par la société de gardiennage, PARKS SARL, pour être au service de la population. L'avantage qu'offre ce projet est que ceux qui vont souscrire à ce service auront une garantie avant de déboursier leurs fonds.

En clair pour ce projet, les personnes qui voudront acheter des terrains à l'avenir auront la latitude de vérifier le statut des terrains pour s'assurer qu'ils n'ont pas été déjà vendus à des tiers ou bien qu'ils ne présentent pas des problèmes.



Un terrain en vente

Pour dévoiler l'offre de Sland Call, Tsonya Komla Mawufemo, le directeur de cette structure a d'après l'Agence Afreepress déclaré que c'est « un projet qui permet de répertorier les biens, les terrains sur une plate-forme et après cela, on attribue des codes d'identification à ces biens et

c'est avec ce code d'identification que les propriétaires pourront faire leurs transactions qui seront

rendues publiques ».

Freda Sefiamor

Loterie Visa 2017

Une chance de rejoindre les

La période de dépôt de candidature au Diversity Immigrant Visa Program (DV-2017) pour les Etats Unis (USA) débute ce jeudi 1er octobre et ce pour une durée d'un mois.



Pour ce programme, le Département d'Etat américain a annoncé que l'inscription en ligne pour le DV-2017 débute le 1er Octobre pour se terminer le 03 novembre. Au terme de ce programme, un quotas de plus de 50.000 visas sera délivré à ceux qui seront sélectionnés. Le Togo qui est dans la zone Afrique est un pays

éligible à ce programme. Pour participer au programme, les candidats peuvent s'inscrire sur le site http://www.dvlottery.state.gov/. Les résultats de la loterie seront divulgués en mai 2016 sur le même site. Le programme annuel de diversité (DV) permet d'obtenir des visas à certaines personnes satisfaisant à des exigences simples, mais

strictes. Un tirage au sort généré par ordinateur, choisit les personnes sélectionnées.

Les visas sont répartis en six régions géographiques, et dans chaque région, aucun pays ne peut recevoir plus de sept pour cent des DV disponibles dans toute une année. Les Visas sont attribués aux ressortissants des pays avec des taux historiques de l'immigration américaine. Les ressortissants des pays qui ont envoyé plus de 50.000 immigrants aux États-Unis au cours des cinq dernières années ne sont pas admissibles à la loterie.

Mis sur pied par le congrès américain, le programme de la loterie octroyant des visas d'immigrants de diversité est annuel. La participation au programme ne requiert aucun frais d'inscription.

CA

Sommet sur le Bien social Le système des nations unies du Togo à l'école des ODD

Le Bureau du PNUD et celui du Système des Nations Unies au Togo ont pris part au Sommet sur le Bien Social, organisé le 28 septembre à Lomé. Un atelier qui vise à informer et à sensibiliser les participants sur les enjeux du moment, défini par l'ensemble des Etats membres de l'ONU : les Objectifs de Développement Durable (ODD).



Les participants attentifs aux instructions du consultant

Au cours de la formation, il a été question de scruter un à un l'ensemble des objectifs que le monde s'est fixés, après l'échec des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui connaissent en fait leur échéance en 2015. Le sommet a été animé par l'Economiste principal Nicolas Kazadi. A la suite de cet exercice qui a

permis de lever le drapeau sur les ODD, il a aussi été question de montrer l'engagement du Togo à faire partie de ce nouveau challenge de développement pour l'ensemble de la planète. Dans les jours et semaines à venir, cette campagne va se poursuivre à différents niveaux et sur l'ensemble du pays.

ZAK JAY

Rentrée scolaire 2015-2016

Fan Milk promet des kits scolaires à Lomé

La société Fan milk procède le dimanche 04 Octobre 2015 en face de l'Hôtel IBIS à une cérémonie de don de kits scolaires aux enfants. Une action qui se place dans le cadre de la politique sociale initiée par l'entreprise.



Des élèves consommant des produits fan milk

La rentrée scolaire a débuté ce lundi avec ses lots de soucis qu'elle cause aux parents qui doivent acheter des fournitures scolaires à leurs enfants. Fan Milk s'est proposée, comme cela est d'habitude pour cette société d'aider les parents à s'acquitter de leur devoir d'éducateur en mettant à disposition des enfants un lot de fournitures scolaires qui sera distribué le dimanche prochain sur la plage, en face de l'hôtel ibis.

« Fan Milk étant convaincu de la place de l'Education dans le développement d'un pays, nous ne ménageons aucun effort pour aider les familles en ce début de rentrée scolaire. C'est dans ce cadre que nous avons donc

décidé d'accompagner les parents dans cette tâche en offrant des kits scolaires pour leurs enfants » ont déclaré les responsables de la société au lancement de l'évènement. La société demande ainsi aux parents ainsi qu'aux enfants à venir nombreux afin de recevoir les cahiers et autres kits scolaires qui ont été achetés pour eux.

Par ailleurs, cette remise de kits scolaires, est aussi une occasion de terminer en beauté ces vacances qui. Plusieurs artistes dont JB MOHAB ont été invités, afin de hausser la température de l'évènement.

Rachidou ZAKARI



AG Partners 
agence conseil en communication
● ● ● ● ● ●
Publicis Africa Group

Stratégie de communication
Organisation d'événements
Conception de spots

Achat d'espace **Edition**
Conception et création
Relations presse et RP

AG Partners Togo BP.30117 Lomé - TOGO Tél. +228 22 20 49 15 Fax. +228 22 20 49 16
lome@ag-partners.com - 254, Rue Amoussimé Tokoin Cassablanca - RC 2006B0555 - NIF 521174 Q